



1

1/1



.RS0831 4 GTF 0518 FRA /AFP-QC76

Sciences-social-recherche PREV

Budget 2004 : le Comité National de la Recherche inquiet (PAPIER GENERAL)  
par Gérard SEVESTRE

PARIS, 30 juin (AFP) - Après un début d'année marqué par la diminution du budget, des suppressions et des gels de crédits concernant la recherche publique française, le Comité National de la Recherche scientifique s'est montré à nouveau inquiet lundi au sujet du budget 2004 et surtout du renouvellement des chercheurs.

Réuni en session extraordinaire, pour la cinquième fois depuis sa création en 1945, cette structure d'évaluation de la recherche publique française (Centre National de la Recherche Scientifique/CNRS, universités...), le Comité national signale les nombreux programmes de recherche gelés ou supprimés cette année.

À l'Institut Français pour l'Exploitation de la Mer (IFREMER), par exemple, "plus de 30 % du temps des navires on été supprimés; les navires restent à quai", a souligné, lors d'un point de presse, Patrick Montfort, coordonnateur des secrétaires scientifiques des sections du Comité. Les missions en Arctique et en Antarctique ont été supprimées.

2003 aura été pour la recherche française une "année horrible", a résumé le président de la conférence des présidents des sections du Comité national, Jean Pailhous, mais si 2004 était aussi mauvaise, "ce serait une catastrophe".

Le Comité est aussi particulièrement inquiet de l'absence de renouvellement des chercheurs qui partent en retraite. "Il manque, par rapport aux prévisions, 600 postes pour cette année : 400 postes annuels plus 200 par anticipation, pour ne pas avoir à en recruter 1.000 dans cinq ans", lors du départ massif de scientifiques en retraite, affirme Jean Pailhous. Au CNRS, 137 postes ont été supprimés cette année. Or, ajoute-t-il, une "rumeur" inquiétante circule au ministère des Finances, selon laquelle il n'y aura aucun recrutement l'an prochain.

À cette situation, enchaîne M. Pailhous, s'ajoute la désaffection des jeunes pour les disciplines scientifiques, qui, elle aussi, est "une catastrophe". Déjà, "il n'y a plus de laboratoire de recherche pharmaceutique en France".

Les chercheurs ne sont d'ailleurs pas les seuls touchés. Selon Patrick Montfort, ces dernières années, les établissements de recherche ont "perdu" 30% de leur personnel ITA (ingénieurs, techniciens et administratifs).

Le Comité national "n'entend pas se cantonner dans la défense des moyens, a souligné Jean Pailhous : il veut s'exprimer sur les grandes priorités nationales (demande sociale, décentralisation et construction de l'Europe de la recherche...). Il réaffirme que la distinction doit être maintenue entre recherche publique et recherche privée (par ailleurs inexistante en France, sauf dans quelques grands groupes), afin de ne pas avoir des avis sujets à caution. Et Jean Pailhous de citer en exemple le problème des organismes génétiquement modifiés (OGM).

Enfin, une certaine réforme du fonctionnement de la recherche peut être envisagée. Ainsi, estime le Comité National, il faudrait accroître les évaluations a posteriori des recherches.

gse/vbf/fjb/abl

AFP 301847

JUN 03